

Fraternité Matin

Jeudi 23 juillet 2015 / N° 15 186 www.fratmat.info / FratMat Mobile #129# (Orange CI)

Prix: 300 Fcfa • Cedeao : 450 Fcfa • France: 1,70 €

PREMIER QUOTIDIEN IVOIRIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES

Jeudi 23 juillet 2015

Fraternité Matin

Politique

Conflits identitaires

580 personnes formées à Abidjan et à l'intérieur du pays

L'Institut de formation et d'appui pour la prévention des conflits identitaires Verbatims a organisé, récemment, une séance de débriefing au siège de Transparency justice avec son groupe médias constitué d'une vingtaine de journalistes, leaders d'opinion d'Abidjan (Ndrl :lopa). Il était

question d'évaluer 29 restitutions de la formation sur la prévention des conflits identitaires, qui a eu lieu à Abidjan et à Bonoua, et qui a permis de former 580 personnes de tout bord. Il était aussi question de préparer les forums identitaires qui se tiendront la mi-juillet dans le district d'Abidjan. Verbatims travaille

en collaboration avec la Convention de la société civile de Côte d'Ivoire (Csci), en vue de l'organisation d'élections apaisées dans le pays. Afin de privilégier les débats d'idées durant la période électorale et contribuer à la réconciliation nationale. «*Un conflit identitaire est un conflit où on réduit son opposant à son ethnie, sa*

religion ou sa culture», explique Marie-Stenbock-Fermor, politologue-philosophe présidente du Conseil d'administration de l'Ong. Le problème, selon elle, c'est qu'une communauté va s'opposer à une autre. «*Nous avons identifié un grand nombre de conflits identitaires qui dégénèrent à l'ouest parce qu'on stigmatise son opposant sur son ethnie* ».

Le plus grave, selon elle, c'est que lorsqu'un cadavre est découvert dans cette région, au lieu de s'adresser à la police pour avoir recours à la justice, l'ethnie victime s'attaque tout de suite à l'ethnie adverse.

La formation des lopa de Verbatims prend en compte également la démocratie et les droits de l'homme, les questions de nationalité, etc. «*Nous avons besoin de partenaires africains en marche. Une société civile capable de représenter réellement un contre-pouvoir... pas contre le pouvoir, mais vigilante, capable de faire un plaidoyer pour défendre l'intérêt de la population qui est fatiguée et qui a peur* ».

MARIE-ADELE DJIDJE